

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION N° 24/724 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 160 000 € A L'ASSOCIATION CONSEIL DE DEVELOPPEMENT TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - CONVENTION D'OBJECTIFS - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/724

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 160 000 € A
L'ASSOCIATION CONSEIL DE DEVELOPPEMENT
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - CONVENTION
D'OBJECTIFS - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le règlement financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 15/12/194 du 21 décembre 2015 portant création du nouveau Conseil de Développement de Toulon Provence Méditerranée,

VU la demande de subvention de l'Association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée au titre de son programme d'actions 2025, d'un montant de 160 000 euros,

VU l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 5 décembre 2024,

VU la convention d'objectifs 2025 ci-annexée,

CONSIDERANT que la Loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite Loi NOTRe a rendu obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et a renforcé les missions de ce dernier,

CONSIDERANT que le Conseil de Développement TPM est à ce titre une instance de démocratie participative, composée de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux et associatifs du périmètre de la Métropole TPM, qui mène des travaux visant à enrichir les politiques publiques dans une démarche prospective,

CONSIDERANT que dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne peuvent plus être membres du Conseil de Développement,

CONSIDERANT que pour réaliser son programme d'actions 2025 l'association a sollicité le financement de la Métropole TPM, la collectivité de rattachement, à hauteur de 160 000 €,

CONSIDERANT que la Métropole TPM considère son appui indispensable à la réussite de missions et des objectifs qui sont assignés à l'association,

CONSIDERANT qu'il convient à ce titre d'accorder la subvention sollicitée,

Et après en avoir délibéré,



DECIDE

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention d'un montant de 160 000 € à l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée au titre de son programme d'actions 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention d'objectifs 2025 ci-annexée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à signer cette convention.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 de la Métropole TPM, opération 2024-68, fonction 61, article budgétaire 65748.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2025

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la décision n° du Bureau métropolitain du 23 décembre 2024,

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, Monsieur Michel CRESP, habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés (annexe 1),

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, dite loi NOTRE a rendu obligatoire la création d'un conseil de développement dans les Etablissements Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et a renforcé les missions de ce dernier puisque celui-ci :

- est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI,
- peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre,
- mène toutes actions en relation avec son objet, notamment, des débats et rencontres,
- établit un rapport d'activité qui est annexé et débattu par l'organe délibérant de l'EPCI.

Sa composition est désormais élargie puisqu'il est composé de représentants des milieux économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques, environnementaux, et associatifs du périmètre de TPM.

Dans une logique d'autonomie de cette instance, les élus métropolitains ne pouvant plus être membres du conseil de développement.

Le Conseil de Développement TPM, créé sous la forme d'une association en décembre 2015, est une instance de démocratie participative, qui mène des travaux visant à enrichir les politiques publiques dans une démarche prospective. Il contribue ainsi à nourrir le débat à l'échelle du territoire, à renforcer le dialogue entre les acteurs sociaux, à la prise de parole des citoyens, à renforcer la proximité entre élus et citoyens et à ajuster les politiques au plus près des attentes et besoins des acteurs.

Compte tenu de l'objet de l'association, des objectifs qui lui sont assignés, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui indispensable à la réussite de ses missions ; c'est à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour aider à leur réalisation.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole aux missions définies dans son programme prévisionnel annuel ci-annexé (annexe 2) que l'Association s'engage de réaliser à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini dans ses statuts,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions

publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée à hauteur de 160 000 euros conformément au budget prévisionnel annexé à la présente convention (annexe 3).

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025 de la Métropole, opération 68, fonction 61, article 65748.

Le concours apporté à la réalisation des missions de l'association porte sur 91,43 % du montant des dépenses subventionnables de 175 000 € (hors bénévolat et valorisation), représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

La Métropole met à disposition de l'association les locaux sis Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon. Ces locaux d'une superficie de 36,08 m², composés des bureaux n°30 et 31, situés au premier étage de l'Hôtel de la Métropole, aile Sud-Est, sont valorisés à hauteur de 7 191,46 euros TTC. Une nouvelle convention de mise à disposition de trois ans à compter du 14 septembre 2024, reconductible par tacite reconduction, a été établie à cet effet (annexe 4).

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 160 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 90 %, soit 144 000 euros, à la signature de la présente convention,
- Le solde, soit 16 000 euros, après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice clôturé et certifiés par un expert-comptable, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du programme annuel doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable et un Commissaire aux Comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROGRAMME ANNUEL

Les parties s'engagent mutuellement à vérifier en fin d'exercice les conditions de réalisation des missions inscrites dans le programme prévisionnel annuel.

8.1 – En fonction des dépenses réellement engagées et payées par l'Association

Dans le cas où le montant réel des dépenses éligibles serait inférieur au montant prévu dans le budget prévisionnel, le montant de la subvention allouée au programme annuel de l'Association sera ajusté au prorata des dépenses éligibles réellement engagées et payées par l'Association.

Dans le cas où le montant réel des dépenses éligibles serait supérieur au montant prévu dans ce même budget prévisionnel le montant de la subvention allouée au programme annuel 2025 sera le montant maximum fixé à l'article 4 de la présente convention.

8.2 – En fonction du niveau de réalisation des missions inscrites dans le programme annuel

En cas de non réalisation totale ou partielle des missions inscrites dans son programme annuel 2025, sauf cause extérieure à sa volonté, l'Association reversera tout ou partie des sommes versées par la Métropole.

Le rapport d'activités justifiant la réalisation des missions et leur condition de réalisation devra figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement du programme. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : RAPPORT D'ACTIVITE

En application du cinquième alinéa de l'article L. 5211-10-1 du CGCT, le conseil de développement établit un rapport d'activité, qui est débattu par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Ce rapport d'activité annuel est l'occasion de rappeler le rôle et les principes de fonctionnement du Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée. Il retrace l'année d'activité, les travaux menés par ses membres, les avis et contributions émises au cours de l'année considérée.

ARTICLE 10 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la

présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 13 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 14 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matières des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 15 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 16 : ANNEXES

Sont annexés à la présente convention :

- Les statuts de l'Association (annexe 1)
- Le programme prévisionnel des activités 2025 (annexe 2)
- Le budget prévisionnel 2025 (annexe 3)
- Convention de mise à disposition des locaux (annexe 4)

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

Fait en deux exemplaires originaux à Toulon, le

Pour l'association « Conseil de
Développement Toulon Provence
Méditerranée »

Pour la Métropole « Toulon Provence
Méditerranée »

Michel CRESP
Le Président

Jean-Pierre GIRAN
Le Président



Association Loi 1901

STATUTS

Article I. Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée (TPM). Ce dernier a été créé sur son territoire par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018).

Article II. Objet

Regrouper les représentants de la société civile dans le but de participer à l'élaboration du projet de territoire de la métropole TPM ainsi que de tous les documents de prospectives et de planification résultant de ce projet.

Article III. Missions

Par délibération n° 15/12/194 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015, le Conseil de Développement TPM est créé à l'échelle du territoire de Toulon Provence Méditerranée.

Les élus ont fait lors de cette délibération le choix de la forme associative pour en « garantir encore davantage l'autonomie ». Cette mission est confiée à l'association Conseil de Développement TPM.

Le Conseil de Développement répond aux exigences de l'article 88 loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) ainsi que de l'article L5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales modifié par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 80, dite « Engagement et Proximité ».

Cette loi renforce les missions du conseil de développement : celui-ci est « consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'EPCI.

Il peut donner son avis ou être consulté sur toute autre question relative à ce périmètre.

Il établit un rapport d'activité qui est annexé et débattu par l'organe délibérant de l'EPCI.

Ainsi, le Conseil de Développement TPM exercera ses missions selon trois modes de fonctionnement :

- Contributions à l'initiative du Conseil de Développement TPM,
- Saisines officielles de la Métropole TPM,
- Sollicitations/Demandes publiques.

CE K E
1

Article IV. Siège du Conseil de Développement TPM

Le siège social est situé à Toulon (83000) dans les locaux mis à disposition par Toulon Provence Méditerranée.

Il peut être transféré dans toute autre commune de la Métropole.

Article V. Durée de l'association

La durée de l'association est illimitée.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Le premier exercice commencera au jour de la création du Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée et finira le 31 décembre de la même année.

Article VI. Composition

Le Conseil de Développement TPM se compose de membres issus de la société civile (acteurs impliqués dans les diverses dimensions de la vie quotidienne : économique, culturelle, éducative, scientifique, sociale, environnementale, associative, ...) répartis au sein de différents collèges reflétant la population du territoire de la Métropole TPM.

Conformément aux dispositions du II de l'Article L5211-10-1 du Code général des collectivités territoriales, l'organe délibérant de la Métropole TPM détermine la composition desdits collèges.

Article VII. Admission

Toute demande d'adhésion doit faire l'objet d'une approbation par le Comité Directeur.

Article VIII. Radiations

La qualité de membre se perd par :

- Démission ;
- Décès ;
- Exclusion sur décision du Comité Directeur pour non-respect du Règlement Intérieur;
- A l'issue de la période de mandature définie par le Règlement Intérieur.

Article IX. Ressources

Les ressources du Conseil de Développement proviennent de toutes les ressources autorisées par la loi.

Article X. Assemblée Générale ordinaire

L'Assemblée Générale ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils soient.

Elle se réunit au moins une fois par an.

Sept jours au moins avant la date fixée (sauf urgence), les membres de l'association sont convoqués. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le Président préside l'assemblée et expose le rapport moral et le rapport d'activité de l'association,

Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat, rapport du commissaire aux comptes et annexe) à l'approbation de l'assemblée.

Ne peuvent être abordés que les points fixés à l'ordre du jour par le Bureau.

L'Assemblée Générale ordinaire décide de la politique générale du Conseil de Développement. Elle approuve les comptes de l'association et procède en début de mandature à l'élection du Comité Directeur.

CG 16 G
2

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer qu'en présence du tiers de ses membres ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, l'Assemblée générale, convoquée dans les quinze jours suivants, peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. Chaque titulaire ne pourra être représenté que par un autre membre de l'Assemblée Générale, titulaire ou suppléant, disposant du pouvoir. Chaque membre présent ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

Article XI. Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le Président peut convoquer une Assemblée Générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts ou la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'Assemblée Générale ordinaire.

Article XII. Comité Directeur

Le Comité Directeur (CODIR) est l'instance de pilotage du Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée.

Il est composé de 6 à 12 membres, élus en Assemblée Générale. Les anciens présidents(tes) du Conseil de Développement sont membres de droit du Comité Directeur.

La composition du CODIR doit tendre vers la parité. En cas de vacances, et si besoin est, le CODIR pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale.

Il élira parmi ses membres, un bureau composé d'un(e) président(e), un(e) trésorier(e) et un(e) secrétaire ainsi que de vice-présidents(tes) en charge de l'animation des commissions.

Il se réunit au minimum une fois par trimestre, en présentiel ou de manière dématérialisée.

Les décisions sont prises à la majorité simple; en cas de partage, la voix du Président/de la Présidente est prépondérante.

Article XIII. Composition et attributions du Bureau

Le Bureau (Conseil d'Administration) est l'instance de gestion du Conseil de Développement Toulon Provence Méditerranée.

Le Bureau est composé du (de la) président(e), d'un(e) trésorier et d'un(e) secrétaire élu(e)s par le Comité Directeur.

Il se réunit au minimum une fois par trimestre, en présentiel ou de manière dématérialisée.

Les décisions sont prises à la majorité simple ; en cas de partage, la voix du Président/de la Présidente est prépondérante.

Article XIV. Indemnités

La participation au Conseil de Développement est bénévole.

Seuls les frais de déplacements liés à une mission confiée par le Président ou le Directeur (ordre de mission), directement liés aux missions du Conseil de Développement sont remboursés. Ces frais doivent faire l'objet d'un accord préalable.

CG / C / F

Article XV. Règlement Intérieur

Un Règlement Intérieur est établi par le Bureau, qui le fait approuver par le CODIR et l'Assemblée Générale.

Ce règlement fixe les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article XVI. Dissolution

En cas de dissolution, l'Assemblée générale extraordinaire désigne un commissaire chargé de la liquidation des biens de l'association en vue de leur réaffectation à l'EPCI Toulon Provence Méditerranée.

Les présents statuts ont été établis et adoptés par l'assemblée plénière le 16 décembre 2020 et mis en vigueur à cette date.

Le Président,
Christian GROUX



Le Secrétaire,
Laurent CHAIGNEAU



Le Trésorier,
Laurent FALAIZE



PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIVITÉS 2025

CONSEIL
T P M
DÉVELOPPEMENT

*Construire, partager une ambition
pour notre territoire*

PROGRAMME

SAISINES 2025

- Avis sur le nouveau Contrat de Ville
- Avis sur le Service Express Régional Métropolitain (SERM)
- Avis sur les outils numériques de la Métropole
- Avis sur les opportunités sur territoire dans les domaines de l'IA et du Web3?
- Avis sur le Règlement Local de Publicité

PROGRAMME

AUTOSAISINES 2025

- Actions visant à la mise en œuvre de la Conférence des Acteurs de l'ESS
- Poursuite de la réflexion sur l'exercice de Prospective 2030-2050 par un renforcement de la connaissance du territoire et contributions au projet
- Quelle stratégie foncière sur notre territoire pour faire face à la transition ?
- Quels métamorphoses pour les ZAE ?

PROGRAMME

ACTIONS EXTERIEURES 2025



- Organisation de “Rencontres Point de Vue”
- Renouvellement du partenariat pédagogique avec l’UFR Ingémédia de l’Université de Toulon
- Animation et coordination des actions du Conseil de la Vie Etudiante et de la Jeunesse TPM
- Actions partenariat avec le Métropole sur le Colloque “Achats Responsables” et sur les “Trophées TPM”

PROGRAMME

REUNIONS STATUTAIRES 2025

- Assemblée Générale ordinaire annuelle
- 4 réunions du Comité Directeur
- 2 réunions du Bureau

BUDGET PREVISIONNEL 2025

COMPTES	CHARGES	MONTANTS 2025	RAPPEL 2024	COMPTES	PRODUITS	MONTANTS 2025	RAPPEL 2024
60	ACHATS CONSOMMABLES	1 000 €	500 €	74	SUBVENTIONS	160 000 €	210 000 €
61	SERVICES EXTERIEURS	9 000 €	9 200 €		Métropole TPM	160 000 €	170 000 €
	Honoraires Expert comptable + CAC	8 500 €	8 500 €		Conseil départemental		40 000 €
	Frais bancaires	300 €	500 €		Fonds européens		
	Assurances	200 €	200 €				
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS / ACTIONS	29 200 €	19 500 €	75	DONS PARTENAIRES	14 000 €	14 000 €
	Location d'espaces de réunion	3 500 €	2 500 €	76	PRODUITS FINANCIERS	1 000 €	1 000 €
	Fonctionnement CVEJ	3 500 €	2 000 €				
	Prestataire extérieur (animation ateliers)	6 000 €	3 500 €				
	Communication	3 700 €	2 500 €				
	Suite du projet "prospective 2050"	7 500 €	5 000 €				
	Evenements - Actions de cohésion - Vie de l'association	5 000 €	4 000 €				
63	IMPOTS ET TAXES SUR LES SALAIRES	800 €	800 €				
64	REMUNERATION DU PERSONNEL	135 000 €	195 000 €				
86	BENEVOLAT	60 000 €	60 000 €	87	BENEVOLAT	60 000 €	60 000 €
867	MAD LOCAUX	7 191 €		871	MAD LOCAUX	7 191 €	
	TOTAL	242 191 €	285 000 €		TOTAL	242 191 €	285 000 €

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET MATERIELS

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision n° DP 24/992 du 12 novembre 2024,

ci-après désignée *la Métropole*,

Et :

L'association Conseil de Développement TPM, ayant son siège social Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, représentée par Monsieur Michel CRESP, son Président, dûment habilité par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2020,

ci-après désigné *l'association Conseil de Développement TPM*,

PREAMBULE

L'article 25 de la loi du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire a imposé la création d'un conseil de développement pour les agglomérations de plus de 50.000 habitants.

Il s'agissait alors d'élargir la réflexion préalable à l'ensemble des acteurs locaux : citoyens, représentants économiques, associatifs, syndicaux, etc.

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, depuis devenue Métropole, s'est dotée dès 2002 de cette instance participative qui l'a accompagnée dans la définition de son projet d'agglomération.

L'adoption de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) rend désormais obligatoire la création d'un conseil de développement dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20.000 habitants ; la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, par délibération n° 15/12/194 du Conseil Communautaire du 21 décembre 2015 a approuvé les modalités d'organisation du Conseil de Développement TPM et notamment sa création sous la forme d'association.

Compte tenu de l'objet de l'association, des objectifs qui lui sont assignés, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui indispensable à la réussite de ses

flc

missions ; c'est à ce titre qu'elle a décidé de lui mettre à disposition des locaux et moyens matériels selon les modalités fixées à la présente convention.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par la Métropole TPM au bénéfice de l'association Conseil de Développement TPM de locaux situés au sein de l'Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, 83000 TOULON, à compter du 14 septembre 2024.

Article 2 : Locaux à usage de bureaux, moyens matériels et espace mutualisé

Les locaux mis à disposition comprennent le mobilier et le matériel informatique (ordinateur, imprimante, téléphone, accès Internet) inhérent à l'utilisation de ces bureaux.

La Métropole TPM met à disposition de l'association, à compter du 14 septembre 2024 :

- Les bureaux N° 30 (16,08 m²) et 31 (20 m²) situés au 1^{er} étage de l'Hôtel de la Métropole, aile Sud-Est,
- Une place de stationnement située dans le parking en sous-sol de l'Hôtel de la Métropole,
- Une place de stationnement provisoire située au premier niveau du parking de l'Immeuble Le Phoenix, 39 avenue de la Résistance à Toulon. Courant 2025, l'association se verra allouer, en remplacement de cette place de stationnement provisoire, une seconde place dans le parking en sous-sol de l'Hôtel de la Métropole,
- L'accès à la salle de réunion du premier étage de l'Hôtel de la Métropole (espace mutualisé).

Article 3 : Affectation des lieux

Les locaux, moyens techniques, de communication, objet de la présente convention, sont affectés à des activités de gestion, de mise en œuvre, de production...

Leur occupation est subordonnée à une utilisation conforme aux activités de l'association telles que celles-ci ressortent de ses statuts ; tout changement d'affectation ou toute utilisation différente est soumis à l'accord préalable de la Métropole TPM.

Article 4 : Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'Association Conseil de Développement TPM ne pourra en céder les droits en résultant, à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Article 5 : Etat des lieux

L'Association Conseil de Développement TPM prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent. Elle déclare en outre bien les connaître pour les avoir utilisés depuis 8 ans, dans le cadre des précédentes conventions de mise à disposition.

Article 6 : Conditions d'occupation

Les locaux occupés seront partagés avec les équipes de la Métropole TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM occupera les locaux paisiblement pour tout ce qui concerne ses activités.

D'une façon générale, l'Association Conseil de Développement TPM ne pourra rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.

Article 7 : Travaux-Modifications-Entretien

L'entretien courant des lieux est assuré par la Métropole TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM ne pourra procéder à aucune modification ou transformation des lieux sans un accord express écrit et préalable de la Métropole TPM. Dans l'hypothèse où la Métropole TPM approuve la réalisation de travaux par l'association, celle-ci devra se conformer aux règles de publicité et de mise en concurrence propres aux commandes publiques dans un souci de transparence.

L'ensemble des travaux réalisés dans ces conditions sont considérés comme affectant le bien immobilier par nature et partant, deviennent ainsi la propriété de la Métropole TPM.

Si des travaux ou modifications étaient réalisés sans l'accord de la Métropole TPM, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en l'état antérieur aux frais de l'Association Conseil de Développement TPM.

L'Association Conseil de Développement TPM sollicitera auprès de la Métropole TPM dans un délai de 15 jours l'autorisation d'apposer toute publicité ou autre affichage sur la façade de l'immeuble.

A l'expiration de l'autorisation d'occupation, l'occupant devra quitter les lieux. Tous les dégâts ou dégradations constatés seront mis à sa charge.

Article 8 : Assurances

La Métropole TPM déclare que sa responsabilité est assurée à raison des conséquences qui pourraient résulter de sa qualité de propriétaire des lieux et des biens mobiliers et matériels tant du point de vue de l'incendie, grêle, dégât des eaux que responsabilité civile.

L'association Conseil de Développement TPM s'engage à souscrire une garantie responsabilité civile tant vis-à-vis de TPM propriétaire que vis-à-vis des visiteurs, contre l'incendie et les accidents pouvant survenir dans le cadre de ses activités. Elle assumera l'entière responsabilité de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés aux biens mis à sa disposition ou aux personnes de son fait, du fait de son personnel et de son activité.

L'association adresse à la Métropole TPM, chaque année, une attestation d'assurance en cours de validité. Pour la première année, l'attestation d'assurance devra être fournie à la signature de la présente convention.

Article 9 : Redevance

La mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

Le montant de la valorisation de cette mise à disposition est estimé à 7 191,46 € TTC par an. Ce montant pourra être réévalué à chaque renouvellement de la convention.

Article 10 : Durée

L'autorisation d'occuper les lieux est consentie pour une durée de 3 ans à compter du 14 septembre 2024, reconductible par tacite reconduction au terme de chaque période de trois ans.

Article 11 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

Article 12 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée, avec un préavis d'un mois, par la Métropole pour tout motif d'intérêt général, ou par l'association Conseil de Développement TPM, sous réserve d'un préavis de trois mois, sauf cas d'urgence motivée.

Elle pourra également être résiliée sans préavis pour tout manquement aux obligations conventionnelles définies par la présente.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée : Immeuble Le Vecteur, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Article 14 : Litiges

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux, à Toulon le

20/11/2024

Association
Conseil de Développement TPM


Le Président,
Michel CRESP

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée


Le Président,
Jean-Pierre GIRAN